



à Monsieur François Hollande
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 Faubourg St-Honoré
75008 Paris

Nanterre, le 12 novembre 2012

Monsieur le Président de la République,

Le Sénat a adopté le 8 novembre 2012 une « petite loi » relative à la reconnaissance du 19 mars comme journée nationale du souvenir concernant les combats en Afrique du Nord.
Ce texte n'est pas promulgué à ce jour.

Cette date, comme vous le savez, a marqué le début d'une stratégie d'épuration criminelle menée par le FLN. Dans les jours qui ont suivi le cessez-le-feu, les enlèvements, les pillages, les assassinats de masse et les viols ont frappé systématiquement les civils européens, les musulmans attachés à la France et nos compatriotes juifs.

Ces populations qui avaient participé à l'édification de l'Algérie ont vu leurs biens confisqués, leurs cimetières détruits, toute trace de leur présence culturelle ou religieuse anéantie.

En quelques semaines, ce sont plus d'un million de patriotes français qui ont fui leur pays dans des conditions éprouvantes humainement et moralement, parce qu'ils avaient choisi la France.

C'est la raison pour laquelle, je vous invite, au nom du Front National et de ses parlementaires, en vertu de l'article 10 alinéa 2 de la Constitution, à demander une nouvelle délibération sur ce texte devant l'Assemblée Nationale et le Sénat.

Le motif de ma démarche est double :

- 1- Il est hautement probable que certains sénateurs se sont trompés dans le sens de leur vote lors du scrutin solennel du 8 novembre 2012.

En effet, alors que le projet n'a recueilli que 181 voix, soit 13 voix de plus que la majorité requise, vous noterez que :

- six sénateurs UMP et un sénateur UC ont voté en faveur de cette loi scélérate
- neuf sénateurs UMP et UC se sont abstenus ou n'ont pas pris part au vote.

Ce qui semble en contradiction formelle avec les déclarations publiques de l'UMP.

- 2- Il n'est pas concevable, même si aucun texte ne semble s'y opposer, que le Sénat se prononce sur un texte en navette depuis plus de dix ans.

En effet, le texte adopté par l'Assemblée Nationale date du 22 janvier 2002, à la suite d'une proposition de loi déposée le 28 mars 2000.

Vous voudrez bien admettre que la configuration de l'Assemblée Nationale a évolué en dix années ; et que trois députés sur quatre sont réputés avoir adopté aujourd'hui un texte dont ils n'ont jamais eu à débattre.

Telles sont les raisons de ma démarche, appuyée bien évidemment par nos députés, Marion Maréchal- Le Pen et Gilbert Collard.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Marine Le Pen